Hissène Habré condamné à perpétuité

APA, 30-05-2016 Dakar (Sénégal) -La Cour d'assises des Chambres africaines extraordinaires (CAE) de Dakar qui juge l'ancien président tchadien, Hissène Habré, depuis le 20 juillet 2015, l'a condamné, lundi à Dakar, à la prison à perpétuité. L'ancien président tchadien dispose de 15 jours pour interjeter appel, indique-t-on. Exilé au Sénégal depuis sa chute en 1990, le président Habré a été arrêté le 30 juin 2013 à son domicile dakarois, avant d'être inculpé de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et torture.

À la fin des plaidoiries, le Procureur spécial des CAE, Mbacké Fall, avait requis la perpétuité contre Hissène Habré. Selon une commission d'enquête nationale tchadienne, son régime a fait plus de 40.000 morts. C'est la première fois dans l'histoire qu'un ancien président sera jugé dans un pays qui n'est pas le sien pour des crimes liés aux crimes de l'homme, au nom de la compétence universelle. Pour en arriver là, il a fallu plus de 15 ans de bataille judiciaire acharnée, menée par les victimes et les organisations qui les accompagnent, au nom de la lutte contre l'impunité, de décisions en ajournement, d'arrêts en appel, d'appels en renvoi, jusqu'à ce que finalement le Sénégal, en l'Union africaine, ne se décide à mettre en place les chambres africaines extraordinaires inaugurées en février 2013. L'instruction a duré 19 mois. Les juges ont effectué quatre commissions rogatoires au Tchad, auditionné environ 2.500 témoins et victimes et surtout exploité les archives de la DDS, la police politique de Hissène Habré. BBC Afrique, 30 mai 2016 Habré condamné à la prison à perpétuité L'ancien président tchadien est condamné à la perpétuité coupable de crimes contre l'humanité, viol et esclavage sexuel, selon les Chambres africaines extraordinaires. M. Habré était poursuivi devant les chambres africaines extraordinaires pour crimes contre l'humanité, actes de torture et crimes de guerre. Ce tribunal spécialement pour le juger est le fruit d'un accord entre le gouvernement du Sénégal et l'Union africaine. Lors de la clôture des plaidoiries en février dernier, le procureur de la cour avait requis la perpétuité pour celui qui a bénéficié pendant plus de 20 ans de l'hospitalité sénégalaise. De juillet 2015 à février dernier, 93 témoins à charge ont été entendus à la barre, à la demande du parquet qui, pendant sept mois, a tenté de démontrer que Hissène Habré était directement impliqué dans l'assassinat de plus de 40.000 personnes. Des assassinats attribués à sa police secrète, la Direction de la documentation et la sécurité (DDS), par une commission d'enquête mise en place au Tchad après son départ forcé du pays en 1990. Hissène Habré a toujours nié son implication directe dans les présumés crimes qu'aurait commis la DDS. Pour cette raison, il refuse de reconnaître les chambres africaines extraordinaires qu'il accuse de travailler pour ceux qu'il appelle "les colonisateurs occidentaux". Un des faits marquants de ce procès a été son refus de collaborer et son silence stoïque face aux questions des juges. Hissène Habré a vécu au Sénégal pendant plus de 20 ans sans être inquiété, malgré les multiples interpellations des organisations de défense des droits humains et des associations de victimes présumées. En 2013, il est arrêté à Dakar, une décision que le gouvernement sénégalais justifie par l'obligation de le juger ou de le rendre à la Belgique, dont la justice voulait l'entendre. Finalement, un accord entre Dakar et l'Union africaine aboutira à la création des chambres africaines extraordinaires pour, dit-on, éviter qu'un autre dirigeant africain ne soit jugé sur le sol européen. Lire sur BBC Afrique Habré, un long feuilleton judiciaire à